



11 juin 2012 – [Jean-Benoît Nadeau](#)

## Pour une Francophonie multilingue

**Christian Philip**, recteur de l'Académie de Montpellier et professeur de droit européen, s'intéresse à la Francophonie et au multilinguisme depuis longtemps – au Sommet de Québec 2008, il fut le représentant personnel du président Sarkozy. Il y a un an, Christian Philip créait un groupe de travail afin de présenter à l'Organisation internationale de la Francophonie un **rapport soulignant l'urgence d'agir en matière d'éducation**. Ce document ([ci-joint](#)) élabore une série de propositions qui seront présentées et débattues durant le Forum à la table ronde intitulée « **Le multilinguisme, un défi nécessaire au développement du français** » que présidera Christian Philip.

« Parce que, dit-il, nous estimons que la francophonie et le multilinguisme sont liés. »

### Jean-Benoît Nadeau : Comment sont-ils liés, au juste ?

**Christian Philip** : Nous l'écrivons en préambule de nos propositions. La francophonie politique s'est installée sur la scène mondiale. Mais, dans le même temps, le monde a changé du fait de la mondialisation. Une nouvelle donne géopolitique s'est imposée. L'usage d'une seule langue de communication à l'échelle mondiale (l'anglais) devient de plus en plus une réalité. Or, il est risqué de tout miser sur l'anglais parce qu'on ne sait pas quelle langue sera dominante demain. **La diversité est la réalité du monde d'aujourd'hui**. L'anglais est utile, mais il y a de grands blocs qui parlent arabe, chinois, espagnol. Bref, les francophones ne doivent pas savoir que l'anglais. Il faut l'anglais et une autre langue. Je ne prétends pas à l'originalité. Beaucoup de pays non francophones recherchent le multilinguisme. Il y a une demande de français, au Brésil, en Chine, où se développe le besoin de français. Cela ne se fait pas à la place de l'anglais, mais par-dessus. **Si on veut une francophonie ouverte sur le monde, il faut deux langues étrangères**. Ces apprenants ne deviendront jamais des trilingues parfaits, mais on peut espérer qu'ils seront des citoyens ouverts et éveillés. **L'éducation est le vecteur premier pour réussir ce défi du multilinguisme**. Elle est le fondement du développement du français et aucun opérateur n'y est consacré.

### D'où votre idée d'une Agence francophone de l'éducation (AFE). En quoi celle-ci serait-elle différente de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) ou des autres opérateurs, à commencer par l'OIF ?

La FIPF, c'est une association disciplinaire de professeurs et d'enseignants de français. **L'OIF mène des actions intéressantes, mais ses moyens sont limités parce que ce n'est pas sa seule fonction. Et elle n'agit que sur pays membres**. Or, pour créer la demande de français, il faut pouvoir agir ailleurs – sur le Brésil, les États-Unis, la Chine. **Si 1 % des Chinois parlaient français, on multiplierait le nombre de francophones de façon considérable**. Il faut donc une structure qui concentre l'effort sur le développement de la langue. Cette AFE ne serait pas une nouvelle organisation internationale au sens classique, mais une fondation dotée d'un capital de départ important. **Son financement serait ouvert aux grandes entreprises du monde francophone qui ont intérêt à trouver des cadres locaux qui parlent le français**. D'autres fondations ou opérateurs pourraient également être membres fondateurs. Cette agence pourrait même être liée à un organe politique qui existe déjà depuis longtemps, la Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN), qui joue un rôle intéressant, mais qui n'a jamais eu de moyens d'action propres.

### Quelles sont vos autres propositions ?

Il y en a plusieurs. **L'une d'elles serait d'amener l'UNESCO à introduire un codicille à sa Convention sur la diversité culturelle pour qu'elle devienne une Convention sur la diversité culturelle ET linguistique**. Une autre idée porte sur la création d'un Institut des hautes études francophones et du multilinguisme, qui s'adresserait aux grands décideurs publics et privés. Il faut pouvoir montrer aux décideurs français qu'il y a un besoin et une demande pour la langue française. Il ne s'agit pas de dire à la société pétrolière Total qu'elle ne peut pas travailler en anglais, mais il n'est pas normal qu'elle ne travaille qu'en anglais, que des Français entre eux doivent correspondre en anglais. Parmi les autres idées, il y a celle d'un **programme de mobilité des étudiants, une sorte de programme Erasmus francophone, qui les encouragerait à étudier au moins un semestre dans une autre université d'un autre pays**. Tout le réseau universitaire francophone serait concerné. Pour faciliter les mouvements, il faudrait aussi **créer une forme de visa francophone**, qui allégerait les formalités administratives d'obtention d'un visa, qui faciliterait l'accueil aux frontières et qui assurerait à ses



### Catégories

- > [Actualités](#)
- > [Concours](#)
- > [De la suite dans les idées](#)
- > [Diversité linguistique](#)
- > [Économie, travail et formation](#)
- > [La chronique de Jean-Benoît Nadeau](#)
- > [Références culturelles](#)
- > [Univers numérique](#)

### Auteurs

- > [FMLF](#)
- > [forum-mondial](#)
- > [Jean-Benoît Nadeau](#)
- > [Mathilde Borde, édimestre et responsable des communications Web](#)

détenteurs un accueil préférentiel à l'entrée du pays concerné.

### Ce sont des idées qui vont faire jaser !

Forcément. Il est légitime de se demander s'il est réaliste de créer une nouvelle institution, vu les moyens limités. J'ai aussi de l'opposition de la part d'associations ou d'opérateurs qui craignent la redondance. Je pense ici à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Mais il serait stupide de notre part d'aller marcher dans leurs plates-bandes. **L'AUF remplit un rôle utile sur la coopération entre les universités, mais elle ne s'occupe pas d'instruction primaire et secondaire.** J'argumente que si notre agence est mise sur pied et fonctionne, davantage de jeunes auront étudié en français et seront susceptibles devenir étudiants dans une université francophone membre de l'AUF.

### Au fond, votre initiative a le mérite de pouvoir exister en dehors des gouvernements.

Nous aurons besoin des gouvernements pour endosser l'idée et lui donner de la légitimité, mais oui, il est souhaitable qu'elle existe à titre de fondation. Mais la première étape sera de voir si c'est réalisable. **Il faut pouvoir convaincre la société civile et économique. Il faut une fondation riche et solidement dotée. Il s'agira d'être inventif.** Mais je crois qu'il faut essayer d'abord parce qu'il faudra des années avant que ce projet aboutisse. On n'est jamais sûr du résultat !

Lire le rapport : [Propositions du Groupe sur la Francophonie et le multilinguisme.](#)

---

## 10 commentaires

### Fabre

12 juin 2012 à 9 h 19

Oui à la diversité linguistique à commencer par celle des langues qui meurent en France , un ethnocide que nos grands esprits snobent , l'histoire éternelle de la paille et de la poutre....

Comment peuvent-ils encore au sein de la francophonie , conseiller les peuples en matière de diversité?

....

Merci de vos beaux conseils...en ce qui concerne l'Unesco qui a établi un beau tableau des langues en voie de disparition , voir la France.... Mais chut ....

### Jean-Benoît Nadeau

19 juin 2012 à 14 h 41

Vous avez malheureusement raison. Heureusement, tous les Français ne sont pas non plus également jacobins. D'ailleurs, la France n'est de langue française que depuis un siècle tout au plus.

Cela dit, le jacobinisme est à l'origine de l'autre problème des Français avec la langue française: depuis qu'on reconnaît la position dominante de l'anglais, certaines tranches de l'élite parisienne font mine d'adopter l'anglais pour toutes formes de communication – comme si le monde pouvait être aussi jacobin qu'eux. Alors que non: pour comprendre le monde, il faut être girondin. À cet effet, je me permets de vous renvoyer à l'un de mes premiers interviews, avec Dominique Gallet, qui dit essentiellement la même chose.

Lire: <http://www.forumfrancophonie2012.org/blogue/2012/01/langlomanie-francaise/>

### Nahi

13 juin 2012 à 3 h 33

Le 7 juin 2012, l'OIF a tenu, au siège de la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie), un séminaire sur la promotion de la langue française et du multilinguisme dans les Organisations internationales.

<http://www.francophonie.org/Union-africaine-promouvoir-le.html>

### Krokodilo

19 juin 2012 à 5 h 52

La liberté fait toujours aussi peur : pourquoi ne pas laisser aux élèves le libre choix de leurs langues étrangères ? C'est tout à fait possible grâce aux technologies actuelles. Les propositions de ce comité reviennent à imposer l'anglais chez nous à tous, et très jeunes, en espérant, comme une sorte de contrepartie, imposer le français pour leurs études à des gens dont ce n'est pas la langue maternelle, L'ambiguïté de ce raisonnement « francophonie multilingue » dans ce qu'il a de néo-colonial semble échapper aux rédacteurs.

### Jean-Benoît Nadeau

19 juin 2012 à 10 h 51

En fait, la position de Christian Philip est qu'il faut DEUX langues étrangères précisément pour éviter le

problème que vous citez. Quant à leur perspective «néo-coloniale», c'est vous qui le dites. Les rédacteurs de ces propositions voient beaucoup plus loin que les «anciennes colonies», voire même que la Francophonie, puisque l'essence de leur projet vise à se donner les moyens de peser pour faire avancer le français en-dehors de la Francophonie. Bonne journée.

### **Krokodilo**

20 juin 2012 à 4 h 21

Le qualificatif de néocolonial était un peu provocateur, soit. Mais l'Unesco commence à reconnaître comme un droit de pouvoir faire sa scolarité dans sa langue maternelle ; or, essayer de développer à l'étranger des scolarités en français, comme dit dans le rapport, est en contradiction avec ce droit. Tout à fait d'accord pour soutenir la francophonie et, en quelque sorte nos avantages acquis par l'histoire, mais il existe bien des actions possibles (coopérations, soutien à des revues scientifiques francophones, pré-publication en français, obligation de l'usage du français par nos consulats et nos représentants, aide aux étudiants étrangers pour le logement, etc.). Ce concept de francophonie multilingue est, à mon avis, une fausse nouveauté profondément ambiguë : c'est non seulement une reconnaissance de l'anglais lingua franca (entre autres dans l'UE), mais aussi son soutien actif par son obligation du CP à l'université, mesures également en toutes lettres dans le rapport.

### **Conserio**

20 juin 2012 à 9 h 06

En effet, je prévois déjà le tableau des « binômes » linguistiques retenus d'un bout à l'autre de la planète: anglais-allemand, anglais-espagnol, anglais-italien, anglais-portugais, anglais-espagnol, anglais-russe, anglais-ukrainien anglais-swahili, anglais-coréen, anglais-breton, anglais-corse, anglais-catalan, anglais-basque..

Et pourquoi pas en effet, si l'occasion s'en présente, anglais-français, choix surtout fréquent en en île-de-France et dans la « Loire valley »

### **Pierre Demers physicien LISULF**

1 juillet 2012 à 11 h 56

M. Philip, Re FMLF012. Que nos scientifiques publient leurs travaux originaux en français uniquement, en France et au Québec, étant de l'élite intellectuelle, ils sont là pour donner l'exemple et valoriser LE FRANÇAIS. – C'est facile de nos jours, il leur suffit de procéder par des messages sur la toile avec autocensure éclairée et de faire archiver dans les Bibliothèques nationales de France et du Québec adéquatement équipées. Pierre Demers ancien collaborateur de Frédéric Joliot-Curie. 1VII2102

### **DR KIMBI NATHAN**

3 juillet 2012 à 14 h 49

Je regrette beaucoup d'avoir rate ce forum

### **forum-mondial**

3 juillet 2012 à 17 h 47

Bonjour, je comprends votre déception. Vous pouvez néanmoins suivre une partie des travaux en webdiffusion [ici](#) (en direct ou en différé). Bonne journée et merci de votre intérêt pour le forum.

---

## **Partagez**

Tweeter 355

0

J'aime

Anne Vervier, Eugénie Catta et 3 777 autres personnes aiment ça.